



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°34 – du 20 au 27 octobre 2022

## En bref

- Le Chancelier de l'Échiquier, Jeremy Hunt, reste en poste malgré la démission de L. Truss et la désignation de R. Sunak. Le ministre délégué en charge du secteur financier, [Andrew Griffith](#), conserve également son portefeuille de « City Minister », aux côtés de Victoria Atkins.

- La ministre au commerce international, Kemi Bandenoch, reste à son poste au sein du nouveau gouvernement.

- Plus de 75 % des travailleurs de la City étaient présents physiquement au bureau le jeudi 13 octobre, selon les données compilées par Google, soit le niveau le plus élevé depuis le début de la pandémie. La fréquentation des bureaux continue toutefois d'être plus faible le lundi et le vendredi.

- Sans modifier la note souveraine (Aa3), [Moody's](#) dégrade son évaluation des perspectives du Royaume-Uni, de stable à négative, du fait du renforcement de l'incertitude autour des politiques

### LE CHIFFRE À RETENIR

-1,4%

La baisse des ventes au détail en septembre, selon l'ONS, après -1,7% en août.

économiques à venir, du risque de révision à la hausse du déficit public et d'une crédibilité politique affaiblie.

- La présentation du budget et de l'évaluation par l'OBR, qui devait avoir lieu le 31 octobre, est reporté au 17 novembre.

- Selon l'[ONS](#), en 2021, 1 322 000 enfants vivaient dans un foyer composé uniquement de personnes sans emploi, soit 63 000 de plus qu'en 2020. Pour 86% de ces enfants, les personnes sans emploi l'étaient depuis plus d'un an ou n'avaient jamais travaillé.



## ❖ Actualité macro-économique

**D'après des indicateurs avancés, l'économie britannique entrerait en récession au dernier trimestre 2022** – L'indicateur PMI (*Purchasing Manager's Index*) de [S&P et CIPS](#) recule à 47,2 en octobre après 49,1 en septembre. Le ralentissement général de la demande intérieure et extérieure a eu un impact négatif sur les nouvelles commandes et a fait chuter les exportations. Dans un contexte de pénuries d'approvisionnement et de coût élevé des intrants, les volumes de production des entreprises ont diminué. Les incertitudes politiques et économiques, les pressions inflationnistes et la hausse des taux d'intérêt auraient ainsi conduit l'activité des entreprises à son plus bas niveau depuis la crise de 2008, si l'on exclut la période pandémique.

**La livre et les rendements des titres souverains britanniques retrouvent les niveaux observés avant les turbulences associées au mini-budget** – Clôturant à 1,131\$/£, en fin de semaine dernière - après être tombée à 1,020\$/£ à la fin septembre - la monnaie britannique s'échangeait à 1,157\$/£ jeudi à la fermeture des marchés. Après avoir atteint 4,99% à la fin septembre, les *yields* des *gilts* à 30 ans retrouvent les niveaux observés avant le mini-budget, à 3,51% jeudi, témoignant du regain de confiance des investisseurs dans la volonté du gouvernement de R. Sunak à présenter une trajectoire soutenable des finances publiques.

## ❖ Actualité commerce & investissement

**L'agence de crédit export britannique UKEF apporte son soutien à Embraer, constructeur aérospatial brésilien** – Cette garantie apportée par UKEF sur un prêt de 89M£ permettra à Embraer de se procurer des pièces et composants aéronautiques auprès de fournisseurs britanniques.

**Le gouvernement britannique met en avant son soutien à la promotion de l'Ecosse à l'étranger** – Dans le contexte des relations actuelles entre les autorités écossaises et le gouvernement britannique, le gouvernement a rappelé, dans un [rapport](#) présenté au Parlement, l'ampleur de son engagement pour promouvoir les intérêts économiques écossais. Plus précisément, le gouvernement met en avant les outils promotionnels proposés par le DIT pour promouvoir les exportations écossaises, notamment le whisky. Par ailleurs, le gouvernement mentionne les stratégies développées depuis la sortie effective de l'UE telles que la construction des ports francs et les négociations d'accords qui bénéficieront à l'économie écossaise.

**La commission parlementaire chargée du commerce international demande au gouvernement d'évaluer le risque de l'accord commercial avec la Nouvelle-Zélande sur la sécurité alimentaire** – Dans un [rapport](#), le comité exprime, à nouveau, ses inquiétudes vis-à-vis de la libéralisation progressive mais totale sur le long terme des produits agricoles considérant que celle-ci pourrait affecter négativement les producteurs britanniques. Le comité réitère

également la nécessité d'établir une stratégie unique exposant l'ambition du gouvernement en matière de contenu des accords. Le comité salue, toutefois, les engagements pris par le gouvernement en vue de davantage respecter le processus de contrôle parlementaire des accords commerciaux.

**Promis initialement pour le 24 octobre, l'accord avec l'Inde est reporté *a minima* à la fin de l'année, voire début 2023** – Bien que le gouvernement ait indiqué que les négociations étaient à un stade avancé (16 chapitres sur un total de 26 auraient été achevés), le gouvernement britannique a annoncé le report de la date de conclusion de l'accord, reconnaissant pour la première fois que la qualité du contenu devait primer sur la célérité. Le ministre au commerce international du cabinet fantôme travailliste, Nick Thomas-Symonds a accusé le gouvernement « de beaux discours, sans résultat », estimant que l'objectif de 80% de couverture du commerce extérieur britannique par des accords de libre-échange d'ici la fin 2022 est désormais une « promesse manquée ».

## Actualité financière

### 1 Réglementation financière et Marchés

L'autorité de régulation des marchés financiers (FCA) lance une [enquête](#) sur les effets potentiellement anti-concurrentiels des activités des géants de la Tech dans les services financiers de détail – Cette enquête s'intéresse notamment aux activités

d'Apple, Amazon, Google et Meta, et vise à déterminer si leur activité dans les services financiers de détail (paiements, prêts à la consommation, dépôts, assurance) peut avoir un impact négatif sur la concurrence et désavantager les fournisseurs traditionnels. La première étape de l'enquête est le lancement d'une consultation à destination des acteurs du secteur. Tout en reconnaissant que l'impact sur les consommateurs pourrait être positif à court terme, la FCA suggère qu'à plus long terme les entreprises pourraient être en mesure d'exploiter leur pouvoir de marché pour « enfermer les consommateurs » et ainsi que les marchés « basculent » en leur faveur. Les quatre entreprises détiennent déjà des autorisations de la FCA pour le traitement des paiements au R-U. A ce stade, la FCA ne propose aucun changement réglementaire et son enquête, ouverte jusqu'à mi-janvier, vise à stimuler la discussion.

**Le gouvernement propose d'élargir le champs des cryptoactifs couverts dans le projet de loi sur les services et les marchés financiers** – Le 25 octobre, les parlementaires ont adopté un amendement gouvernemental, visant à inclure tous les cryptoactifs dans le périmètre des services financiers réglementés par la FCA, au-delà des seules « stablecoins » dans le domaine des paiements électroniques. Si la loi est promulguée en l'état, cet élargissement de la définition des actifs cryptos dans la norme financière permettra à la FCA de superviser une gamme plus large d'acteurs et d'activités sur ce marché.

**Afin de mettre un frein au *greenwashing*, la FCA [propose](#) un ensemble de nouvelles mesures** – Parmi elles, figurent la création de trois labels distincts de durabilité et des restrictions sur la façon dont des termes tels que "ESG", "vert" ou "durable" peuvent être



utilisés. En effet, la FCA indique qu'il y a eu une augmentation du nombre de produits d'investissement commercialisés comme "verts" ou faisant des déclarations plus larges sur la durabilité, sans pour autant l'être réellement. Ainsi, elle entend exiger davantage d'informations au bénéfice des consommateurs pour améliorer leur compréhension des produits financiers. Enfin, elle attend des distributeurs de produits, tels que les plateformes d'investissement, qu'ils s'assurent que les informations destinées aux consommateurs soient accessibles et claires. La consultation se terminera fin janvier. La FCA publiera ses nouvelles règles à la fin du premier semestre 2023.

d'adopter une approche visant à combler le manque de données, (ii) d'être apte à démontrer la prise en compte des considérations climatiques par les instances de gouvernance, et (iii) de mieux prendre en considération le risque climatique dans leur *risk management* grâce à l'utilisation de mesures quantitatives et qualitatives, l'information des partenaires quant aux risques pris et une meilleure information des potentiels investisseurs.

## 2 Banques et assurances

Dans une [lettre](#) adressée aux grandes banques et entreprises d'assurance, le DG de la *Prudential Regulatory Authority* (PRA), a exposé les résultats de leurs travaux exploratoires sur l'impact du risque climatique pour les acteurs financiers – Tout en saluant les progrès réalisés en matière d'adoption de plan de gestion des risques climatiques, Sam Woods a attiré l'attention sur la nécessité, pour les entreprises, (i)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)